

Europe

LES ÉLECTIONS FRANÇAISES VUES PAR LES EUROPÉENS

Dídac Gutiérrez-Peris, Massimiliano Picciani, Élisabeth Humbert-Dorf Müller, Holger Siever, Alexis Lefranc, Christina Winroth, Atte Oksanen

11/09/2017

Comment ont été perçues les élections françaises sur la scène européenne? Quel rôle jouera la France en Europe dans les cinq prochaines années? En partenariat avec Eurocité, la Fondation Jean-Jaurès présente l'analyse de différents observateurs européens de la vie politique française.

Vue d'Espagne, par **Dídac Gutiérrez-Peris**

Une fois n'est pas coutume, l'élection présidentielle française de 2017 a été perçue en Espagne comme un déjà-vu. Un déjà-vu par rapport aux ruptures, transformations et fractures qui se sont produites dans la politique espagnole ces dix dernières années. Par exemple, la concurrence d'une gauche plus radicale face à une gauche socialiste quelque part épuisée par le pouvoir : la montée de Jean-Luc Mélenchon et sa relation avec le PS sont très similaires à la montée de Podemos et sa relation avec le PSOE. Autre exemple, la montée d'un nouveau centre qui joue la carte anti-système : ce n'est pas un hasard si Ciudadanos se revendique du macronisme et si, *vice versa*, le nouveau président français voit d'un bon œil la formation « orange » en Espagne. Enfin, une droite conservatrice qui traverse des crises, mais qui pour autant réussit à se maintenir sur la scène politique : Les Républicains et le Partido popular subissent une crise de réputation similaire marquée par la corruption, mais les deux formations restent bien positionnées, l'une au pouvoir en Espagne, l'autre comme la principale force d'opposition à l'Assemblée. Deux différences persistent malgré tout. D'abord, la France, même si elle a été la dernière à muer, est allée beaucoup plus loin dans le bouleversement de l'équilibre partisan avec la victoire d'En Marche. Ensuite, l'Espagne résiste à l'éclosion de forces rétrogrades, autoritaires et nativistes comparables au Front national.

En partant de cette perception de déjà-vu et en se voyant comme le laboratoire où toutes ces innovations politiques ont lieu, l'Espagne attend en général de la France d'être plus euro-méditerranéenne. Les principales synergies au niveau européen se seront fort probablement sur l'énergie (le Commissaire espagnol Arias Cañete insiste pour achever le nouveau « grid

énergétique », notamment la partie pyrénéenne) et les mesures pour attirer des investissements directs étrangers. De même, l'Espagne souhaiterait obtenir le soutien de la France dans la relocalisation de l'Agence européenne du médicament qui devra quitter le Royaume-Uni suite au Brexit. Barcelone est citée dans les villes finalistes, même si la France a également sa favorite avec Lille. Concernant les sujets plus épineux, la Catalogne fera sans doute partie des dossiers internationaux sur lesquels Emmanuel Macron sera attendu – en particulier par l'Union européenne.

Vue d'Italie, par Massimiliano Picciani

Le grand changement politique, qui s'est produit en France suite aux élections – présidentielles et législatives – de mai et juin 2017, a été observé avec une attention particulière depuis l'Italie : l'élection d'Emmanuel Macron et la large victoire de La République en marche vont très probablement avoir d'importantes répercussions sur le pays transalpin, à la fois en ce qui concerne l'évolution possible du panorama politique italien et le scénario européen et international.

Tout d'abord, l'ascension au pouvoir d'Emmanuel Macron et de son mouvement centriste et libéral-démocrate représente pour les observateurs de la politique italienne un mélange tout particulier de déjà-vu et de regret. Un déjà-vu de 2013, à la fois avec le phénomène d'un mouvement « d'hommes nouveaux » créé depuis peu et qui fait une entrée triomphale au Parlement avec des candidat-e-s à leur première (ou presque) expérience politique – comme cela était arrivé lors des élections politiques italiennes de cette année-là, notamment avec les élus du « Mouvement 5 étoiles » – mais aussi avec la fulgurante conquête du pouvoir de Matteo Renzi, qui avait à l'époque... le même âge qu'Emmanuel Macron, qui a gravi les marches du Parti démocrate (PD) et ensuite du gouvernement avec un message fort de renouveau, et sur une ligne politique nettement libérale-démocrate. Un regret car Matteo Renzi a aujourd'hui perdu la confiance et la popularité de l'époque, et a dû démissionner suite à la défaite du référendum constitutionnel de décembre 2016. Selon plusieurs observateurs, il n'a pas eu la chance – ou, selon d'autres, le courage – de s'imposer comme Emmanuel Macron l'a fait au centre de la scène politique en créant son propre mouvement centriste sur les cendres du clivage « gauche-droite » des partis politiques traditionnels, mais il est resté en quelque sorte piégé dans le « vieux » Parti démocrate, adhérent au Parti socialiste européen (PSE). Il n'est pas étonnant que Matteo Renzi et ses soutiens se soient exprimés de façon plus ou moins explicite en faveur d'Emmanuel Macron dès sa candidature.

Le deuxième grand enjeu pour l'Italie est lié à l'évolution de l'Europe avec Emmanuel Macron : cet activisme retrouvé du président français pour relancer le couple franco-allemand, comme cela semble être le cas après ces quatre mois de présidence, se fera-t-il au détriment de l'Italie, qui retrouvera sa place de « partenaire de deuxième rang », ou permettra-t-il un jeu d'équilibre entre

ces trois grands pays ? La victoire d'Emmanuel Macron peut être en même temps un avantage pour l'Italie, car le président français pourrait être un allié important pour alimenter une position de l'Union européenne plus favorable aux dépenses d'investissements, mais il peut aussi être la source d'une grande déception et d'un isolement politique, comme cela vient d'être démontré par la position de fermeture de la France sur la question des migrants – question d'importance suite à l'afflux de réfugiés sur les côtes italiennes.

En conclusion, si la victoire d'Emmanuel Macron devait produire sur le moyen terme la création d'un mouvement libéral-démocrate européen (relançant le projet du « Parti démocrate européen » fondé par le Français François Bayrou et l'Italien Francesco Rutelli en 2004) avec la participation de Matteo Renzi et des forces centristes italiennes, cela pourrait changer profondément la donne des équilibres politiques en Italie, ainsi que ses alliances stratégiques en Europe.

Vue d'Allemagne, par Elisabeth Humbert-Dorf Müller

L'arrivée d'Emmanuel Macron devrait changer le rôle de la France en Europe pour les prochaines années. Du point de vue allemand, le nouveau président français apporte des promesses de changement, de réformes et une approche volontariste pour l'Europe.

Cependant, il accentue, en Allemagne, la formation d'un bloc autour d'une classe politique pro-européenne : avant même le premier tour de l'élection présidentielle, la chancelière (chrétienne-démocrate) s'était prononcée en faveur d'Emmanuel Macron, son challenger (social-démocrate) également, et ce alors que la République en marche devrait normalement faire au niveau européen partie d'un autre courant encore, celui du groupe parlementaire ALDE (Démocrates et libéraux). Par conséquent, les libéraux allemands (FDP) le soutiennent également, même si leur positionnement économique clairement néo-libéral est assez éloigné de la ligne plus « centriste » du gouvernement Philippe. Quant aux Verts, ils sont probablement le parti allemand le plus pro-européen, et ont également fait savoir leur satisfaction.

Pour résumer, Emmanuel Macron est soutenu par toute la classe politique pro-européenne en Allemagne. Est-ce seulement une forte envie de voir une France transformée ? C'est sans doute un facteur déterminant : les trois derniers quinquennats (Hollande, Sarkozy, Chirac) ont été vécus en Allemagne comme un moment de stagnation ou d'incapacité à faire face aux défis du XXI^e siècle de la part de son voisin.

Mais la popularité du président Macron en Allemagne vient avant tout de son enthousiasme affiché pour le projet européen. Sans vouloir faire tort à ses prédécesseurs, qui étaient confrontés à des

courants eurosceptiques au sein de leurs propres familles politiques, le nouveau président met de toute évidence le rôle de la France en Europe en haut de son agenda politique. L'afficher est déjà un bon début. Il faudra passer aux phases suivantes, c'est-à-dire convaincre et agir, sans se fracasser aux divisions européennes habituelles. L'Allemagne est prête à manœuvrer dans ce sens, mais sans perdre de vue ses propres intérêts.

Vue d'Allemagne, par Holger Siever

L'Union européenne est en piteux état. Le Brexit, la crise monétaire et financière, la situation de la Grèce, la crise migratoire, les mouvements d'extrême droite, le terrorisme, l'élection de Donald Trump... : autant de défis que le nouveau président de la République française et, avec lui, tous les chefs d'État et de gouvernement européens devront relever et de problèmes qu'ils devront résoudre. Or, la solution ne pourra être trouvée ni par un État faisant cavalier seul ni dans le protectionnisme, mais bien par une concertation étroite au niveau européen.

Toutes ces crises qui menacent de faire voler l'Europe en éclats ne pourront être résolues qu'ensemble. Or, c'est justement la solidarité que ceci exige qui semble faire défaut depuis quelques temps. Le moteur européen – le couple franco-allemand – s'est grippé et doit être relancé d'urgence. Les grandes avancées en direction d'une Europe unie étaient toutes fondées sur les visions communes et l'enthousiasme de tandems franco-allemands forts tels que les ont constitués de Gaulle et Adenauer, Giscard d'Estaing et Schmidt ou encore Mitterrand et Kohl.

Par conséquent, il sera décisif pour Emmanuel Macron et Angela Merkel (à partir du mois d'octobre peut-être pour Martin Schulz ?) non seulement de coopérer pour trouver l'issue à ces différentes crises mais surtout, aussi, pour développer une nouvelle vision commune de la future Union européenne, une Union à multiples vitesses, et la mettre en œuvre ensemble. Tous les espoirs – en Allemagne également – se portent aujourd'hui sur Emmanuel Macron. Le président de la République devra assurer un leadership visionnaire en Europe et montrer une voie prometteuse de sortie de crise. « *Europe first !* », telle pourrait être la devise d'une telle vision commune.

Le choix est simple : soit Emmanuel Macron parviendra à relancer l'enthousiasme des Européens (et pas seulement des Français) et à les convaincre de quitter la zone de confort que représentent les États-nations, avec leurs habitudes et leurs acquis qui leur sont devenus si chers, pour les troquer contre un avenir encore incertain mais certainement meilleur – ou bien la France ne jouera plus aucun rôle sur la scène européenne – et pas seulement pour les cinq prochaines années.

Vue du Royaume-Uni, par Alexis Lefranc

Ces derniers mois, l'espace politique et médiatique britannique a été très largement occupé par les conséquences du vote de 2016 sur le maintien ou la sortie de l'Union européenne, un enjeu résumé à la hâte dans le terme « Brexit ». L'absence d'une stratégie cohérente pour la sortie de l'Union a depuis déclenché un débat public intense, qui a dominé toute autre information internationale, à l'exception des frasques de Donald Trump. S'ajoutant à cela, l'annonce inattendue, en avril 2017, d'une élection pour le mois de juin fit que la campagne "express" s'en suivant a monopolisé l'espace médiatique.

Par conséquent, les élections françaises n'ont reçu qu'une petite couverture médiatique. La presse conservatrice s'est intéressée aux projets d'assouplissement du marché du travail du gouvernement Philippe, et les cercles financiers concernés semblent satisfaits des projets du président français pour une économie plus ouverte et plus flexible. Cependant, des réserves ont été exprimées à l'endroit de sa stratégie de communication (l'idée d'un président « jupitérien » semble grotesque en anglais). Une impression persistante s'est également installée d'une possible rivalité future entre les deux pays, suite aux déclarations faites par Paris, à l'intention de l'industrie financière londonienne, vantant les avantages d'une délocalisation parisienne suite au Brexit.

Le Français le plus en vue outre-Manche n'est pourtant pas le nouveau président, mais le négociateur en chef de l'Union européenne Michel Barnier, dont la frustration à l'égard du secrétaire d'État britannique au Brexit David Davies est visible et largement médiatisée. La critique et l'insatisfaction vis-à-vis de la classe politique sont aujourd'hui tellement répandues qu'il est difficile de discerner les attentes du pays face à ses partenaires européens. Les travaillistes peinent à formuler une position cohérente sur le Brexit, et le gouvernement ne semble pas avoir de stratégie de négociation. Les libéraux-démocrates et les Verts, seuls pro-Union convaincus, sont marginalisés. Le Parti national écossais (SNP) tente de trouver une position de survie sur ce sujet dont le contrôle lui échappe largement. La question de la frontière terrestre avec l'Irlande est devenue un sujet épineux, plus encore depuis le retour à Westminster des députés unionistes de droite dure, appelés à la rescousse par Theresa May afin de lui procurer une majorité parlementaire.

Bien qu'il semble évident que la France cherchera à préserver ses propres intérêts dans le cadre d'un accord post-Brexit, le degré d'incertitude reste très élevé quant à la future relation entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne. Alors qu'Emmanuel Macron s'est appliqué à donner des signes visibles de puissance lors de ses rencontres avec Vladimir Poutine, Donald Trump et certains leaders africains et est-européens, ses efforts ne semblent pas avoir fait grande

impression à Londres. Les commentateurs sont dès lors plutôt enclins à attendre les résultats des élections allemandes afin de connaître la position européenne qu'à s'intéresser au détail des frasques médiatiques d'Emmanuel Macron.

Vue de Suède, par Christina Winroth

« Bien sûr que nous nous réjouissons pour Macron », dit Ann Linde, la ministre sociale-démocrate suédoise des Affaires de l'Union européenne et du Commerce, lorsque je l'ai rencontrée à la « semaine politique » d'Almedalen, qui se tient chaque année la première semaine de juillet sur l'île suédoise de Gotland. Elle est venue à cet événement du Parti socialiste européen de Stockholm pour parler du futur de l'Union européenne (UE) à la lumière des élections de juin au Royaume-Uni et en France et des prochaines élections en Allemagne du 24 septembre. « La France avec Macron ne sera peut-être pas notre *meilleure* amie dans l'UE mais il suffit de regarder l'alternative; Le Pen et le risque que la France quitte l'UE – ce qui aurait complètement détruit l'UE. Macron est enthousiaste vis-à-vis de la coopération européenne et c'est exactement cela dont nous avons besoin, plus d'ondes positives autour de l'UE ».

Après le Brexit, les 72 députés britanniques du Parlement européen, notamment les 20 eurodéputés Labour du groupe S&D, seront grandement regrettés comme partenaires de la Suède car les deux pays ont souvent tendance à penser de façon similaire et ont adopté des positions très proches à l'intérieur de l'UE. La Suède aura maintenant plus de mal à former des alliances, elle devra se tourner vers d'autres pays très peuplés pour coopérer, tels que l'Allemagne avec 96 eurodéputés, la France avec 74 eurodéputés ou l'Italie avec 73 eurodéputés. L'Espagne (54) et la Pologne (51) jouissent également d'une population nombreuse mais la Suède est moins habituée à coopérer avec ces pays.

Pour la Suède, les sujets d'entente les plus simples avec l'équipe de La République en marche concerneront le marché du travail, la croissance économique, les migrations et la sécurité. « Dans les années 1990, nous avons fait ce que Macron propose maintenant pour le marché du travail français – c'était nécessaire mais nous en avons payé le prix ! », dit Ann Linde. « Nous avons perdu 10% de nos électeurs. Concernant les subventions européennes pour l'agriculture et l'Europe de la défense en revanche, le gouvernement suédois adopte une position négative. Pour l'environnement, le chômage des jeunes et le Socle européen des droits sociaux, l'Allemagne est un allié historique plus proche. »

L'on pourrait ajouter que le plus inquiétant serait la décision d'Emmanuel Macron que les

eurodéputés de son parti rejoignent le groupe libéral (ALDE) du Parlement européen et non le groupe S&D, qui inclut le Parti socialiste français et les sociaux-démocrates suédois et qui est aujourd'hui le deuxième groupe le plus large avec 189 eurodéputés sur 751. Emmanuel Macron se montre ici plus libéral que proche du style social-démocrate suédois. En perdant à la fois les 20 eurodéputés Labour et possiblement plusieurs des 12 eurodéputés socialistes français, le groupe parlementaire se verrait durement amoindri. C'est pourquoi il est très important que les partis progressistes de France, d'Allemagne et des autres pays mènent une campagne efficace pour les élections européennes de 2019. Si le président français va trop à droite, cela devrait être facile pour le Parti socialiste d'attaquer depuis la gauche. Alors peut-être La République en marche deviendrait une sorte de LibDem britannique et se transformerait en petit parti – voire même inexistant – après un mandat. Ou deux. Les partis suédois libéraux et du centre affirment qu'Emmanuel Macron est leur homme mais les sociaux-démocrates espèrent encore qu'il mènera le premier vrai gouvernement social-démocrate de France.

Vue de Finlande, par Atte Oksanen

Culturellement et historiquement, la Finlande a des liens plus forts avec l'Allemagne qu'avec la France. Le protestantisme, la proximité géographique et le numéro d'équilibrisme géopolitique vis-à-vis de la Russie l'expliquent. Par opposition, la France peut apparaître plus lointaine. Les Finlandais peuvent penser que le rôle de leader de la France en Europe est un simple corollaire du partenariat franco-allemand.

La Finlande et la France sont en revanche confrontées à des défis similaires. La France et la Finlande ont toutes deux des taux de chômage qui avoisinent les 9%. Les deux pays ont un taux d'imposition élevé mais tirent également une grande fierté de leurs services publics et de leurs infrastructures. Les deux pays font partie de la zone euro. Et enfin et surtout, les deux pays connaissent la montée du populisme d'extrême droite.

Le parti populiste de droite finlandais, le Parti des Finlandais (connu auparavant sous le nom des Vrais Finlandais), et le Front national français ne partagent pas le même héritage. Le Parti des Finlandais tire ses origines d'un populisme agraire, tandis que le Front national a été fondé par des néo-fascistes inconditionnels et des collaborateurs nazis. Au fil des années cependant, ils en sont venus à partager un dédain commun pour l'Union européenne, l'islam et l'immigration. Les deux partis ont également lutté pour réconcilier les insinuations haineuses de leur programme (et les vues extrémistes défendues sans honte par certains de leurs adhérents) avec les aspirations à gouverner de leurs leaders respectifs.

Dans ce contexte, il est normal que les médias finlandais aient globalement présenté la victoire d'Emmanuel Macron sur Marine Le Pen comme une victoire des valeurs libérales sur le populisme de droite. Certains en Finlande pourraient même voir un parallèle entre la défaite claire de Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle et le schisme récent entre les branches « extrémiste » et « modérée » du Parti des Finlandais, ces deux événements soulignant peut-être les limites des politiques populistes. Toutefois, dans les mois à venir, il est probable que l'attention se porte sur le contenu réel des propositions d'Emmanuel Macron à propos de préoccupations communes telles que le chômage, la dette publique ou la gouvernance de la zone euro.